

Trois-Rivières, 25 avril 2015

**Allocution de Marc Brullemans à l'Assemblée générale annuelle  
de la Société Saint-Jean-Baptiste de la Mauricie**

Mesdames, messieurs,

L'urgence étant en nos murs, et surtout à l'extérieur de nos murs, vous me permettrez de lire ce texte, espérant livrer efficacement mon message de cette manière. Certains d'entre vous peuvent déjà se réjouir en se disant " - Ouf! Nous n'aurons pas droit aux 400 graphiques à l'heure !"; j'espère avec humilité qu'ils ou elles ne les regretteront pas.

« *Dans tous les grands projets énergétiques du monde, il y a toujours des débats* ». C'est ce que déclarait hier, le 24 avril 2015, le premier ministre Philippe Couillard. Pour ajouter à la sinistrose, le ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles, Pierre Arcand, affirmait quant à lui, suivant l'idée du premier ministre, que « *lorsqu'on parle d'acceptabilité sociale, ça ne veut pas dire nécessairement toujours l'unanimité* »<sup>1</sup>. Ces déclarations faisaient suite à l'annonce que le gouvernement allait de l'avant avec la construction d'une ligne de pylônes de 735 kV, longue de 400 kilomètres, entre le lac-St-Jean et Montréal.

Dans ce dossier, comme dans celui de l'éolien en zone habitée, et de nombreux autres, on peut reconnaître un même schéma : les citoyens s'informent, se mobilisent, défendent leur territoire, leur mode de vie, par leurs actions et prises de parole... et... sont étiquetés, parfois ridiculisés, puis floués par ceux et celles qui au premier chef les représentent. Et comme je l'ai déjà dit ailleurs, le BAPE ne change rien à l'affaire. On signe un décret ou un arrêté ministériel, et hop! ouste la démocratie!

Cela me ramène 4 ans en arrière, le 3 mai 2011. Il s'agissait de ma première visite au Parlement de Québec. Terre Citoyenne, dont je faisais partie, présentait son mémoire<sup>2</sup> à la Commission des transports et de l'environnement<sup>3</sup>. Après une courte présentation de la petite organisation citoyenne :

---

<sup>1</sup> <http://ici.radio-canada.ca/nouvelles/Politique/2015/04/22/001-hydro-quebec-ligne-transport-lanaudiere-bape-regie-energie-mrc-maires-citoyens-opposition.shtml>

<sup>2</sup> [http://www.assnat.qc.ca/Media/Process.aspx?MediaId=ANQ.Vigie.Bll.DocumentGenerique\\_46619&process=Default&token=ZyMoxNwUn8ikQ+TRKYwPCjWrKwg+vIv9rjij7p3xLGTZDmLVSmJLoqe/vG7/YWzz](http://www.assnat.qc.ca/Media/Process.aspx?MediaId=ANQ.Vigie.Bll.DocumentGenerique_46619&process=Default&token=ZyMoxNwUn8ikQ+TRKYwPCjWrKwg+vIv9rjij7p3xLGTZDmLVSmJLoqe/vG7/YWzz)

<sup>3</sup> <http://www.assnat.qc.ca/fr/travaux-parlementaires/commissions/cte-39-2/journal-debats/CTE-110503.html# Toc318462692>

« Partout au Québec, il y a de ces groupes qui refusent qu'on leur implante dans la gorge des projets sur leur territoire sans qu'on leur ait démontré, en toute intégrité, que ces projets sont bons pour eux. Ces citoyens, loin d'être les névrosés du syndrome « pas dans ma cour » sont, au contraire, les gardiens du bien public. Ce sont ces gens qui parlent du territoire avec amour et qui consacrent temps et argent à sa défense. Sans se substituer à eux, Terre citoyenne les appuie et leur rend hommage. » (Mémoire, page 1)

l'idée du mémoire se précise et le ton se donne. À la page 2 du mémoire, le modus operandi des promoteurs et du gouvernement y est décrit :

- 1- On écrit un scénario politique du projet qui pourra plaire à la population en général.**
- 2- On fait une étude d'impact qui ne comportera que les éléments permettant d'obtenir une réponse favorable.**
- 3- On définit une approche stratégique pour faire taire les incontournables opposants au projet.**
- 4- On décrète le projet avant qu'il y ait recours en justice.**
- 5- S'il y a un recours en justice contre le projet, on déploiera toutes les ressources pour avoir gain de cause.**
- 6- En dernier recours, on applique l'opération couperet : si les opposants gagnent devant la justice, on passe une loi spéciale pour rendre légal ce qui est illégal. »**

C'était alors sans compter les projets de loi des gouvernements Harper et Couillard que l'on dit « mammoths », que l'on adopte même parfois sous le bâillon; mais déjà, comme le mentionnait à juste titre un porte-parole du groupe de Lanaudière « Citoyens sous haute tension », comment le citoyen peut-il être reconnu dans ce processus? N'est-on pas ici, dans le cas de la ligne Chamouchouane-Bout de l'Île, dans le même cas de figure que ce que tentait de décrire Terre Citoyenne? N'est-on pas face à un détournement d'un processus de recherche de solution pour celui d'une solution imposée? Ne serait-ce pas une gifle à la démocratie?... Aussi, peut-on réellement s'étonner de la tirade du maire de Rawdon « *Si tout est décidé d'avance, pourquoi on nous fait travailler pour rien? Ça me met hors de moi.* »<sup>4</sup>

Mais revenons aux représentants de Terre Citoyenne à Québec : comment leur mémoire fut-elle reçue? Mal; car ils furent intimidés par les députés et ministres du gouvernement dès la période d'échange terminée, l'un des députés allant jusqu'à dire que si grabuge se passait au Québec, nous en serions les premiers responsables... Nous étions en mai 2011, je vous rappelle.

---

<sup>4</sup> <http://ici.radio-canada.ca/nouvelles/Politique/2015/04/22/001-hydro-quebec-ligne-transport-lanaudiere-bape-regie-energie-mrc-maires-citoyens-opposition.shtml>

Que penser alors de la lutte qui s’amorce dans le cas du projet d’oléoduc Énergie-Est? Je pourrais parler du dossier de la pyrrhotite ou du gaz de schiste aussi mais tentons de revenir à ce sacré oléoduc. Sacré pour les uns, satané pour la plupart.

Cet oléoduc transportera chaque heure 46 000 barils de pétrole léger ou de pétrole lourd dilué, à une vitesse de 8 kilomètres à l’heure et à une pression et une température pouvant atteindre 50°C et 100 fois la pression atmosphérique.

Le passage sous la rivière St-Maurice sera à 600 mètres en amont du Camping Lac St-Michel et de la limite avec la municipalité de Notre-Dame-du-Mont-Carmel. Par rapport à l’usine de filtration et à sa prise d’eau, la traversée prévue est à 8 kilomètres en amont. Avec une vitesse de 1 mètre par seconde, des hydrocarbures pourrait atteindre l’usine en 2h10. En période de crue, l’intervalle de temps pourrait être réduit à 45 minutes, voire encore moins. Mais pourquoi s’intéresser à cela? Est-ce dommageable un déversement de quelques centaines de barils de pétrole?...

Rappelons que plusieurs questions furent posées le 18 août 2013 par les citoyens du comité vigilance gaz de schiste de la Mauricie au Conseil municipal de Trois-Rivières. Sur le franchissement de la rivière St-Maurice par l’oléoduc, certes, mais aussi sur la circulation de produits pétroliers sur les voies ferroviaires de la ville car, un déversement, cela peut survenir par tous les modes de transport, rail et navire compris. Le maire Yves Lévesque s’était montré rassurant en dépit du fait que de nombreuses incertitudes régnaient alors, ne serait-ce que sur le tracé.

Le 15 septembre 2014, le conseil municipal adopte une résolution (numéro C-2014-0921) à l’effet que la Ville ne s’oppose pas au passage de l’oléoduc car elle n’a pas juridiction sur le pipeline et qu’il n’existe pas de tracé alternatif au passage en milieu agricole. Dans cette courte lettre, la Ville de Trois-Rivières reconnaît tout de même que les sources d’eau municipales deviennent vulnérables suite à l’existence de cet oléoduc.

Mais virement de cap, le 7 avril 2015, la Ville de Trois-Rivières, dans sa résolution C-2015-0357, pose 10 conditions parmi lesquelles on retrouve :

« *Que TransCanada mette en place un système de détection des fuites sous le seuil de 1,5% dans les traversées de cours d’eau et à proximité des milieux humides* »

Cette simple phrase montre à quel point la situation semble avoir changé en deux ans. Pour rappel, que disait encore le porte-parole de la Ville en 2013 : «*Nous ne sommes pas en désaccord avec le projet. S’il se réalise dans la ville, on va tenter de s’assurer que l’implantation*

se fasse sans problème, notamment sans causer de dommages à l'environnement »<sup>5</sup>, déclaration vague à souhait.

Cette condition relative au système de détection de fuites ne sera pas facilement remplie par TransCanada Pipelines, pas plus que celle-ci :

« Que TransCanada prévoie de manière à éviter toute contamination des sols, des réservoirs et des bassins de récupération d'hydrocarbures, ayant un volume suffisant, positionnés le long de l'oléoduc et à la station de pompage; de même qu'un nombre adéquat de valves »

Est-ce que ces conditions ne sont que de la poudre aux yeux des citoyens ou vraiment les élus de la Ville désirent vraiment protéger le territoire et en particulier l'eau potable de la ville? Si tel est le cas, pourquoi ne pas avoir adopté plus tôt un règlement visant à protéger l'eau potable, comme celui de Gaspé? Pourquoi la Ville ne demande-t-elle pas, comme des dizaines d'autres présentement, comme Sorel-Tracy et St-Bruno de Montarville, une dérogation au Règlement, le RPEP, mis en place par le ministre Heurtel en 2014?...

Pourquoi, par ailleurs, le maire montre-t-il aussi un point de vue si arrêté sur les « écologistes »?<sup>6</sup> Pourquoi affirme-t-il, de manière péremptoire:

« J'ai transporté du pétrole toute ma vie. La façon la plus sécuritaire [de transporter du pétrole], c'est par oléoduc. C'est plus sécuritaire dans les tuyaux que par bateau ou par train ». « On en consomme à tous les jours du pétrole. Il faut le transporter d'une façon. »<sup>7</sup>

Ne comprend-il pas l'importance d'une eau saine et d'un air sain? Est-il vraiment inquiet des changements climatiques à venir?...

De nombreux commentateurs associent aussi citoyens éclairés sensibles à l'environnement – en santé dirais-je – et « écoterroristes ». Il y a là un profond malentendu et un profond malaise qu'il faut dissiper car en agissant de la sorte, on polarise les positions et on empêche le débat, et par-là, la résolution de problèmes. Pour preuve, voici ce qu'on pouvait lire le 13 mars 2015, dans le journal Le Nouvelliste :

« Les mots pour dénoncer l'activisme des écolos, qui parviennent à bloquer tous les projets, gagnent en violence dans les régions. Ça ne pourrait être qu'un prélude. Aux nombreuses audiences tenues jusqu'ici par le BAPE à Bécancour, pour des projets industriels d'envergure

<sup>5</sup> <http://www.lapresse.ca/le-nouveliste/actualites/201308/02/01-4676342-un-projet-doleoduc-qui-souleve-des-craintes.php>

<sup>6</sup> « Ils sont contre tous les autres projets », prétend le maire. <http://www.lapresse.ca/le-nouveliste/actualites/201503/12/01-4851695-yves-levesque-denonce-les-verts-extremistes-.php>

<sup>7</sup> <http://www.lapresse.ca/le-nouveliste/actualites/environnement/201504/10/01-4859807-yves-levesque-en-faveur-de-la-construction-dune-station-de-pompage-a-trois-rivieres.php>

*auxquels on tente constamment de faire échec, il y a beaucoup plus de gens favorables dans la salle que les opposants chroniques. «La tension monte et il ne serait pas surprenant qu'un jour, on en vienne aux coups», s'est inquiété l'autre jour un intervenant qui par son travail, a suivi de près toutes ces audiences. On en est rendu là. »*<sup>8</sup>

On pourrait pérorer longuement sur le sujet et aborder le concept d'acceptabilité sociale, ce concept devenant même un sujet d'étude dans la présente ÉES générale sur les hydrocarbures, mais je tiens seulement à indiquer que le statu quo – les mauvaises habitudes ? – est et sera difficile à infléchir dans notre région.

Ce qui m'amène maintenant à parler des **changements climatiques**. Mercredi de cette semaine, Obama tentait d'alerter ses concitoyens sur les ravages à venir. Debout dans les Everglades, il affirmait : « *la montée du niveau des océans met en péril les 82 milliards de dollars de l'industrie du tourisme de la Floride* ». Kerry, plus catégorique, disait quant à lui, toujours en ce Jour de la Terre 2015 : « *Nous pouvons encore faire la différence, mais le temps est compté* ». «*Soyons clairs: si nous laissons passer cette occasion, c'est probablement le seul souvenir que laissera notre génération.*»<sup>9</sup>

Pourquoi un tel écart entre les discours d'un Harper et d'un Obama? Serait-ce le fait de leur individualité propre, ou de la qualité de leurs conseillers respectifs? Je ne suis pas politologue mais je constate amèrement que l'opinion publique ou la perception que l'on en a finira par causer collectivement notre perte. Mais connaissez-vous l'histoire de la reine rouge de Lewis Carroll? On pourrait aussi plaquer ce syndrome à nos dirigeants actuels : « *Ils courent à en perdre haleine juste pour rester sur place, mais sont incapables de progresser.* »<sup>10</sup> Mais revenons aux gaz à effet de serre, je reviendrai au politique par la suite.

Le 4 décembre 2014, à une question sur les conséquences de perdre l'hiver québécois, le directeur d'Ouranos, Alain Bourque, répondait « *Perdre l'hiver au Québec, c'est changer toute la dynamique climatique qui influence l'environnement naturel. Il faut réaliser que tout notre environnement bâti, toute notre économie sont conçus en fonction du climat actuel.* »<sup>11</sup> On ne peut que souscrire à cette pensée si l'on réfléchit au devenir de la pêche aux poissons des Chenaux à Ste-Anne-de-la-Pérade.

---

<sup>8</sup> <http://www.lapresse.ca/le-nouvelliste/chroniques/la-griffe-a-beaudoin/201503/13/01-4851796-levesque-tremblay-colegionnaires.php>

<sup>9</sup> <http://www.lapresse.ca/environnement/dossiers/changements-climatiques/201504/22/01-4863311-on-ne-peut-plus-nier-le-changement-climatique-affirme-obama.php>

<sup>10</sup> <http://www.csc.com/fr/ds/71138/71377-le-paradoxe-de-la-reine-rouge>

<sup>11</sup> <http://www.lapresse.ca/actualites/environnement/201412/05/01-4825780-le-sud-du-quebec-pourrait-connaître-un-climat-semblable-a-celui-de-la-pennsylvanie.php>

---

Le 15 avril, le directeur d'Ouranos ajoute : « *Si on ne fait rien aujourd'hui : (si) on ne réduit pas les émissions de gaz à effet de serre, (si) on n'entend pas gérer les risques différemment, c'est clair qu'on en subira les impacts au cours des prochaines décennies* ». « *Le réchauffement du climat est deux fois plus rapide au Canada* ». « *(Un) sérieux coup de barre s'impose.* »<sup>12</sup>

Outre Ouranos et ses 450 spécialistes du climat, il y a de nombreux autres scientifiques qui tirent ici et là la sonnette d'alarme. Le 18 mars 2015, Catherine Potvin et une soixantaine de scientifiques canadiens publiaient un rapport sur la route à suivre par le Canada pour tenter d'éviter les cataclysmes climatiques, ce que nous appelons usuellement lutter contre les changements climatiques. Le 13 avril, le même groupe de scientifiques écrivait aux premiers ministres des provinces canadiennes les exhortant à quitter les énergies fossiles et à se lancer à fond vers les énergies renouvelables<sup>13</sup>.

La situation est claire pour la plupart des scientifiques : nos émissions de GES devront être stoppées net en 2040. Et comme cette transition ne peut être si abrupte, voilà bien dix ans qu'un consensus s'est dégagé à l'effet que 2017 pourrait bien être l'année charnière, l'année à partir de laquelle nous devons globalement diminuer nos émissions de dioxyde de carbone, de méthane, de protoxyde d'azote et autres gaz à effet de serre. 2017 : selon toute vraisemblance la construction de l'oléoduc Énergie-Est ne sera pas encore amorcée... Sachant que cette infrastructure est conçue pour 40 ans, et qu'elle permettra la conduction de plus de deux (2) gigatonnes de pétrole, quel intérêt pouvons-nous bien avoir à la construire? La consommation de ce pétrole ne fera qu'augmenter la concentration de CO<sub>2</sub> dans l'atmosphère, augmentant ainsi la probabilité de super-typhons et l'installation de périodes de sécheresse et de pluie intenses, et, aussi, augmenter la concentration de CO<sub>2</sub> dans les océans, contribuant ainsi à la disparition du corail, des mollusques et de bien d'autres organismes.

Sur la scène provinciale nous assistons présentement à du mauvais théâtre. Le gouvernement Couillard prétend être bon élève au niveau des GES mais il agit, en contrepartie, de manière à augmenter les émissions. Il peut aussi se targuer d'être dans une situation avantageuse par rapport à l'Alberta et autres provinces canadiennes productrices d'hydrocarbures mais ce n'est pas en se comparant au pire que l'on peut vraiment adopter une bonne ligne de conduite.

Sur la scène provinciale toujours, nous assistons à la course à la chefferie du Parti québécois. Depuis peu, il fut mentionné qu'un clan pro-pétrole se dessinait. Cela me fait sourire pour deux raisons. Primo, cela me semble connu depuis plusieurs années. Déjà, dans une lettre du mois d'août 2012, adressée à 6 députés et à 3 candidats du Parti québécois, je critiquais sévèrement la politique « *Agir en toute liberté* » mise de l'avant par cette formation politique.

---

<sup>12</sup> <http://www.ledevoir.com/politique/canada/437360/sommet-sur-le-climat-l-onu-invoke-ottawa-a-abandonner-le-petrole>

<sup>13</sup> <http://www.lapresse.ca/le-soleil/opinions/points-de-vue/201504/13/01-4860642-une-occasion-de-tracer-la-voie.php>

Après avoir dénoncé les notions et l'utilisation des termes progrès, croissance, développement, durable, j'ai montré les incohérences de la stratégie sur les hydrocarbures apparaissant dans la politique. Si j'ai le temps, je laisse ici deux extraits de cette lettre :

À la section 5.3 du document il est écrit que l'on:

*d) Évaluera la possibilité d'ouvrir la voie à l'exploration sécuritaire et au développement durable des réserves potentielles de pétrole ou de gaz naturel dans le golfe du Saint-Laurent et sur la terre ferme, dans une perspective de respect de la souveraineté territoriale du Québec et de ses écosystèmes, et ce, après la tenue d'un vaste débat public dans lequel les régions de la Côte-Nord, du Bas-Saint-Laurent, de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine devront être partie prenante;*

Je répondais : « *Comment peut-on développer durablement des réserves de pétrole et de gaz? Cela nous apparaît un non-sens car le pétrole et le gaz ne sont pas des ressources renouvelables que l'on peut multiplier. Peut-être pourrions-nous comprendre le sens de ce paragraphe s'il s'agissait de prélever très peu de ces réserves et pour une fin noble, surtout pas en les brûlant! Par ailleurs, comment peut-on imaginer, après un vaste débat public, les madelinots favorables à une exploitation du pétrole dans le golfe? Ne serait-il pas plutôt plus approprié de réglementer et de vraiment protéger nos écosystèmes et, si possible, ceux bordant nos frontières?* »

Deuxième extrait : « *Sur le gaz de schiste, il est inscrit que l'on*

- 1. mettra en place immédiatement un moratoire sur l'exploration et l'exploitation jusqu'à ce que la nouvelle réglementation soit en place;*
- 2. tiendra un BAPE générique sur l'exploration et l'exploitation des gaz de schiste avec des études sérieuses et indépendantes et consultera les études états-uniennes à ce sujet;*
- 3. s'il y a exploitation, mettra en place toute la réglementation nécessaire pour la protection de l'environnement et l'innocuité sur la santé de la population;*
- 4. s'il y a exploitation, s'assurera d'un retour des retombées économiques d'au moins 60 %;*
- 5. s'il y a exploitation, s'assurera de compenser les nouvelles émissions de gaz à effet de serre.*

Je répondais ceci mais permettez-moi de ne pas tout lire cet extrait :

« *Considérant tout ce qui s'est dit et su depuis les deux dernières années, ces lignes ne peuvent suffire aux citoyens qui se sont soulevés de Montréal à Rimouski. Certes, nous revendiquons un moratoire sur l'exploration et l'exploitation des gaz de schiste, mais pas jusqu'à la mise en place d'une nouvelle réglementation touchant leur exploitation. Sachant que les phases d'exploration et d'évaluation des ressources hydrocarbures (conventionnelles ou non) sont mal balisées et qu'elles peuvent, par la méthode de fracturation par exemple, compromettre l'intégrité du territoire, nous croyons qu'il faut s'attacher d'abord à bien encadrer ces premières étapes voire à*

---

*limiter au maximum les activités de ce type. Quant à l'exploitation des hydrocarbures fossiles conventionnels, il faut certes encadrer cette exploitation mais en rapport avec les installations existantes et non pas celles futures (...)*

*Il est établi que l'extraction du gaz de schiste contribue significativement à l'effet de serre et aux dérèglements climatiques<sup>14</sup>. La filière amène aussi son lot de problèmes quant à la qualité de l'air, que ce soit par le méthane, lui-même générateur de smog, les rejets polluants des camions-pompes, les composés organiques volatils présents sur le site ou dans les eaux de reflux, ou encore via la poussière soulevée par le sable et autres agents de soutènement. La contamination de l'air est une importante problématique...*

*Les groupes citoyens sont opposés à l'idée de compenser les nouvelles émissions de GES, non pas parce que nous sommes au départ en désaccord avec l'idée, mais parce que si l'on veut efficacement compenser l'émission d'une mégatonne de dioxyde de carbone dans l'atmosphère, rien ne vaut la réduction à la source. En ne forant pas, on évite les voies de communication (de tentation?) entre hydrocarbures d'origine fossile et la surface, on évite l'émission des GES (sur le site et hors le site) et on évite donc la nécessité de compenser les émissions. D'autre part, nous nous informons des procédés de stockage et de séquestration du CO<sub>2</sub> – pour le méthane, c'est à peine si on en parle... - et constatons que les procédés existants sont coûteux, inefficaces et ne sauraient résister à l'épreuve du temps. Il nous semble important que la technique de compensation envisagée soit décrite et que le programme mentionne que la « compensation » aurait lieu avant forage et que son amplitude tienne compte du cycle de vie complet du puits, ou de l'ensemble des puits... Mais tout ce travail, avec les coûts associés, se ferait vraisemblablement au détriment d'un déploiement généralisé et rapide des énergies renouvelables. »*

Secundo, l'on parle de clan « pro-pétrole » mais on semble oublier le clan « pro-gaz », possiblement plus imposant. Or, il faut noter que les analyses actuelles du cycle de vie du gaz naturel classe ce combustible comme étant le plus polluant, et ce, car on ne contraint pas les pertes fugitives à moins de 3% du volume extrait et transporté. Pour le gaz naturel liquéfié (GNL), le constat est nécessairement pire vu l'énergie requise pour le liquéfier et les pertes de méthane associées aux étapes supplémentaires comme la regazéification. Or, on nous vante Gaz Métro, les compagnies de camionnage utilisant le gaz naturel, de même que le nouveau traversier Matane-Godbout alimenté au GNL mais la vérité est toute autre. Est-ce que les candidats à la chefferie du parti prendront position sur cette question?

---

<sup>14</sup> Voir les articles de presse suivants : <http://www.lapresse.ca/le-soleil/actualites/environnement/201101/28/01-4364870-david-suzuki-contre-les-gaz-de-schiste.php> , <http://www.nytimes.com/2012/05/10/opinion/game-over-for-the-climate.html> , <http://www.radio-canada.ca/nouvelles/environnement/2011/10/17/002-hubert-reeves-astrophysicien-opposition-gaz-schiste.shtml>.



Il est quand même déstabilisant de constater que d'une position anti-gaz, on en soit arrivé à une position pro-pétrole, puis anti-pétrole et maintenant pro-gaz naturel liquéfié, ce dernier étant nécessairement majoritairement issu de puits de gaz de schiste... Alors, sur le plan de la lutte aux changements climatiques, on avance ou on recule?...

Le Parti libéral et la Coalition Avenir Québec se montrent résolument favorables aux industries extractives, notamment gazière et pétrolière, et salivent à l'idée d'un Québec quadrillé de pipelines et dans lequel camions, wagons et navires se déplaceraient en faisant tourner, comme l'on dit, l'économie. Pourquoi Bécancour et Trois-Rivières n'exploseraient-elles pas sous les emplois, susurrent sans doute les grands penseurs de ces partis...

Non seulement le modèle québécois est-il maintenant en péril mais il manque résolument d'audace. Nos intellectuels et nos étudiants les plus inspirants ont peu d'espace et ne contrôlent pas le jeu. Il faut permettre cette émergence.

En conclusion, et je m'excuse d'avoir été si long, ce n'est plus un positionnement droite-gauche dont nous avons besoin ici, ou un positionnement souverainiste-fédéraliste au sens strict, mais une méthode pour atteindre, avec éthique et sagesse, -et plutôt rapidement ! -lucidité et vérité. Une formation solide en science et en philosophie pourrait-elle être instillée à chaque être intelligent foulant la planète? Québécois de toute origine : l'appel est lancé.

Marc Brullemans, biophysicien  
Membre du comité vigilance hydrocarbures de Trois-Rivières  
Membre du Collectif scientifique sur la question du gaz de schiste.



Comité vigilance hydrocarbures  
de Trois-Rivières

